(N° 130.)

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1892-1893.

COMMISSION DES PÉTITIONS DU MOIS DE FÉVRIER 1893.

FEUILLETON AU 10 MARS 1893.

PÉTITIONS SUR LESQUELLES LA COMMISSION A STATUÉ.

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.	
1.	6669.	Par pétition datée d'Anvers, le 4 décembre 1891, Les membres de l'« Association de la Presse belge » réunis en assemblée générale prient la Chambre de donner satisfaction, au cours de la présente session, aux revendications réitérées en faveur de la suppression de la taxe des journaux. Décision : *Dépôt sur le bureau pendant la discussion du projet de loi sur cet objet et renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.*
2.	7464.	Par pétition datée de Wansin, le 26 janvier 1893, Des habitants de Wansin sollicitent une indemnité pour compenser le préjudice que leur a causé le dégel. Décision : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*
3.	7465.	Par pétition datée de Waereghem, Le collège des experts en matière de patente, à Waereghem, réclame la prompte revision de la loi du 21 mai 1819 sur les patentes. Décision : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

Numéros du feuilleton.	Numéro du registre des pétitions.	
4.	7466.	Par pétition datée de Wandre, le 1er février 1893, Le sieur Debebronne, à Wandre, demande que les instituteurs diplômés d'une école normale de l'État soient admis à subir un examen conférant le grade soit de docteur en sciences, soit de professeur unique de sciences naturelles. Décision : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*
5.	7467.	Par pétition datée de Santbergen, le 30 janvier 1893, Le sieur De Decker, à Santbergen, réclame l'intervention de la Chambre afin d'obtenir du secours en faveur de son père indigent et atteint de cécité. Décision : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*
6.	7469.	Par pétition datée de Heykant, Des habitants de Heykant et de Lipseinde prient la Chambre de refuser son adhésion au projet de loi qui aurait pour but l'érection du hameau de Zondereygen, dépendance de Baarle-Duc, et l'annexion, à ce hameau, de Heykant et de Lipseinde. Décision : *Renvoi à M. le Ministre des Affaires Étrangères.*
7.	7468.	Par pétition sans date, Des institutrices communales du canton scolaire de Turnhout prient la Chambre d'inscrire dans la loi scolaire de 1884 les dispositions de l'article 32 de la loi scolaire de 1879. Décision : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*
8.	7481.	Par pétition datée de Thielt, le 1er février 1893, Des instituteurs communaux du canton scolaire de Thielt prient la Chambre d'adopter les diverses mesures qu'ils proposent afin d'améliorer leur position. Décision : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.	
9.	7482,	Par pétition datée de Huy, le 1er février 1893,

L'administration communale de Huy transmet une pétition d'habitants de cette ville sollicitant l'octroi d'un secours extraordinaire destiné à atténuer les conséquences de l'inondation du 23 janvier qui a exercé ses ravages dans plusieurs quartiers riverains du Hoyoux.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*

10. 7483. Par pétition datée de Wacken, le 1er février 1893,

Le sieur Vande Poel, à Wacken, demande l'abrogation de la modification de l'arrêté du 28 janvier 1832 contenant des dispositions générales sur la fermeture de barrières en temps de dégel.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*

11. 7493. Par pétition datée d'Anvers, le 1er février 1893,

7516. Le sieur Laddyn, instituteur communal, à Anvers, réclame l'intervention de la Chambre afin de n'être plus astreint à payer, en cas de maladie, l'intérimaire qui le remplace.

Même demande d'instituteurs communaux, à Anvers; du sieur Van Roey, instituteur communal, à Merxplas.

DÉCISION : *Dépôt sur le bureau pendant la discussion du projet de loi concernant les traitements des instituteurs intérimaires.*

12. 7495. Par pétition datée de Kemseke,

7500. Le conseil communal de Kemseke demande la créa-
7517. tion d'un tribunal de première instance à Saint-Nicolas,
7528. dont la juridiction s'étendrait aux cantons de Saint-Ni-
7533. colas, Lokeren, Tamise, Beveren et Saint-Gilles.
7547. Même pétition de conseillers communaux de Calloo,
7557. Sinay; de membres de la « Katholieke Gilde », de conseillers communaux de Rupelmonde; du bureau de bienfaisance de Saint-Nicolas, de membres du comité et de membres des sociétés « Het Gildenhuis der Am-

Numéro du feuilleton. Numéros du registre des pétitions.

bachten en Neringen », « Kaapmolen », « Appelzak », « Kaap », « Schoolbond », « Vriendenkring », « De Ware Vrienden », « Willem-Tell Vooruit », « De Vlaamsche Vrienden », « Het Schipken », « De Vooruitgaande Bolders », « De Onvermoeibare Spelers », « De Nieuwe Aankomelingen », « Cercle des Étrangers », « Maatschappij van Onderlingen Bijstand der Werklieden van de fabriek Les Cornez-Van Eyck », « De Teerlingbroeders », « De Zwalpers », « Les Gens sans peur », « De Vereenigde Broeders », « Rust Roest », « De Spaarmaatschappij in de Watermolen », « De Jonge Bolders », « De Verloren Broeders », Hulp in Nood », « De Hoop van Vrede », « Nieuwstraat », « De Graanmaat », « De Drie Koningen », « De Olifant », « De Vlaamsche Vrienden », « Hulp en Pensioenkas onder de Werklieden der fabriek Janssens-De Decker », « De Vrije Schutters », « De Fontein », « De Waassche Bolders », « De Spaarzame Burgers », « De Vriendenbond », « Academie van Schoone Kunsten », « De Vlaamsche Spaarders », « De Drij Haringen », « De Eendracht », « Help u Zelf », « De Goudbloem », « De Vlaamsche Biljartvrienden », « De Vlaamsche Vrienden », « Valk », « De Oliemolen », de Saint-Nicolas; même demande des conseils communaux de Basel, Doel; de membres du comité et de membres de la section du « Davidsfonds » et du « Vlaamsche Kring », à Saint-Nicolas; des membres du conseil communal de Verrebroeck, Stekene, La Clinge, Burght, Vracene; du directeur gérant du chemin de fer d'Anvers à Gand; d'habitants de Lokeren, Beveren (Waas); des présidents et membres de la « Handboogmaatschappij Sint-Sebastiaan », de la « Maatschappij : De Kunstvrienden », de la « Bolmaatschappij Moleken », de la « Tooneelmaatschappij : De Vriendenkring, à Saint-Nicolas », de la direction de la Société littéraire et de la direction du « Liefdadigheidskring, afdeeling der Liberale Vereeniging », à Saint-Nicolas; des membres du « Liberaal Comiteit van Sint-Nicolaas »; de la dame Colette Maas; du conseil communal et d'habitants de communes non dénommées.

Décision : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

13. 7497. Par pétition datée de Briquemont, le 4 février 1893,

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.	
		Les époux Ballaux-Bourgeois, à Briquemont, sollicitent un secours.
		Décision : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*
14.	7498.	Par pétition datée de Borgerhout, le 26 janvier 1893,
		Le bourgmestre de Borgerhout transmet une pétition qui lui est adressée par un habitant de cette localité, par laquelle celui-ci proteste contre la loi sur la milice et le remplacement.
		Décision : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*
15.	7499.	Par pétition datée de Saint-Nicolas, le 3 février 1893,
	7523.	Les président et secrétaire du comité de patronage des maisons ouvrières pour l'arrondissement de Saint-Nicolas réclament la revision immédiate du nouveau tarif notarial rendu applicable par l'arrêté royal du 18 mars 1892.
		Même demande d'agents d'affaires de diverses localités.
		Décision : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*
16.	7503.	Par pétition datée de Wilrijck, le 3 février 1893,
		Des habitants de Wilrijck prient la Chambre de voter la liberté du notariat. Ils demandent, en outre, que les notaires soient tenus de verser un cautionnement.
		Décision : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*
17.	7504.	Par pétition datée d'Anvers, le 1er février 1893,
		Des habitants d'Anvers demandent le libre exercice de la profession de notaire. Ils demandent, en outre, que les notaires soient tenus de verser, dans les caisses de l'État, un cautionnement qui resterait déposé pendant vingt ans ancore après le décès ou la démission du notaire.
		Décision : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*
18.	7505.	Par pétition datée de Ciply, le 6 février 1893,
		Le sieur Rouveaux, à Ciply, émet le vœu de voir transformer une école normale ou section normale pri-

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.	
		maire de l'État en un établissement destiné à former des secrétaires communaux.
		DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*
19.	7506.	Par pétition datée de Dampremy, le 6 février 1893,
		Le sieur Poskin, à Dampremy, réclame l'intervention de la Chambre, afin d'obtenir de l'assistance.
		DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*
20.	7507.	Par pétition datée de Laforêt, le 6 février 1893,
		La dame Stevenot, à Laforêt, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir de son beau-père l'assistance à laquelle elle aurait droit.
		DÉCISION : *Ordre du jour.*
21.	7513.	Par pétition datée de Blankenberghe, le 8 février 1893,
		La dame Sandelu, à Blankenberghe, réclame l'intervention de la Chambre afin d'obtenir la restitution d'effets d'habillement ainsi que le paiement d'une somme de 30 francs qui seraient dus au sieur Roose, son premier mari, milicien de la levée de 1876.
		DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*
22.	7514.	Par pétition datée de Goesnes,
		Des habitants de Goesnes demandent l'abrogation ou la revision de l'article 15 de la loi du 27 novembre 1891 pour la répression du vagabondage et de la mendicité.
		DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*
23.	7518.	Par pétition datée de Chapelle lez-Herlaimont, le 23 janvier 1893,
		Des membres de la Société de secours mutuels « Les Amis réunis du hameau de Petit-Gouy », demandent la prompte revision du nouveau tarif notarial rendu applicable par l'arrêté royal du 18 mars 1892.
		DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.	
24.	7519.	Par pétition datée de Bruges, le 10 février 1893, Le sieur Maerten, à Bruges, rappelle une pétition antérieure dans laquelle il se plaint de la lenteur apportée par les curateurs dans la liquidation de la faillite Dujardin et demande qu'une prompte suite y soit donnée. DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*
25.	7520.	Par pétition datée de Thisnes, le 26 janvier 1893, Des habitants de Thisnes réclament l'intervention de la Chambre afin d'être indemnisés du dommage qu'ils ont subi à la suite des débordements de l' « Absoul ». DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*
26.	7524.	Par pétition datée de Bruxelles, le 12 février 1893, Le sieur Hallet, à Bruxelles, réclame, pour la dame Antoine, la restitution d'un droit de mutation qui aurait été abusivement perçu. DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*
27.	7526.	Par pétition datée de Saint-Nicolas, le 10 février 1893, Le conseil communal de Saint-Nicolas demande l'établissement d'un tribunal de première instance dans cette ville. DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*
28.	7529.	Par pétition datée de Gand, Le sieur H. Van Seymortier, au nom de la « Jeune garde libérale progressiste de Gand », demande l'abolition de la loi sur la milice et l'introduction du système de la nation armée. DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*
29.	7532.	Par pétition datée de Liège, le 15 février 1893, Le sieur Baislin, à Liège, se plaint itérativement d'une révocation abusive, et sollicite son admission dans un hospice de vieillards. DÉCISION : *Renvoi à MM. les Ministres de la Guerre et de la Justice.*

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.	
30.	7536.	Par pétition datée d'Ypres, le 15 février 1893, Des cultivateurs de l'arrondissement d'Ypres, demandent que l'interdiction d'introduire des bêtes bovines de France en Belgique soit maintenue. DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*
31.	7537.	Par pétition datée de Roulers, le 17 février 1893, Le sieur Verstraete, à Roulers, se plaint de la concurrence dont souffrent les pharmaciens de cette ville par le fait que les médecins délivrent des médicaments aux malades et que les épiciers débitent des produits pharmaceutiques. Il demande, en outre, que des mesures soient prises pour faire cesser cet état de choses. DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*
32.	7541.	Par pétition datée de Nieuport, le 15 février 1893, Le sieur Hubrecht, à Nieuport, demande que l'entrée en Belgique des bateaux de gadoue venant de France soit autorisée. DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*
33.	7543.	Par pétition datée de Tilleur, le 19 février 1893, Le sieur Morren, à Tilleur, se plaint que son droit de propriété sur des immeubles qu'il aurait régulièrement acquis lui soit contesté. DÉCISION : *Ordre du jour.*
34.	7545.	Par pétition datée de Liège, le 15 février 1893, Le comité de la « Chambre de commerce de Liège, Huy et Waremme » appuie une pétition de l' « Union syndicale de Verviers » relative à la revision de la loi du 29 juin 1887. DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*
35.	7546.	Par pétition datée de Bruxelles, le 19 février 1893, Le président et le secrétaire du « Verbond der Vlaamsche Grievencomiteiten », à Bruxelles, deman-

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions	

dent qu'à l'exemple du Ministre de la Guerre, les Ministres de la Justice et des Finances prennent des mesures promptes et efficaces pour empêcher que la loi du 3 mai 1889 sur l'emploi des langues en matière répressive soit violée.

DÉCISION : *Renvoi à MM. les Ministres de la Justice et des Finances.*

36. 7548. Par pétition datée de Châtelineau, le 28 février 1893,

La veuve Dauphin, à Châtelineau, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir l'admission de ses petits enfants dans un orphelinat.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

37. 7550. Par pétition datée de Malines, le 14 février 1893,

Le sieur Frans, à Malines, se plaint d'avoir été injustement condamné.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

38. 7552. Par pétition datée de Bruxelles, le 18 février 1893,

Des habitants de diverses localités demandent que le Gouvernement interdise, par voie législative, les combats ou courses de taureaux.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

39. 7554. Par pétition datée de Bruxelles, le 23 février 1893,

La dame Dubois, à Bruxelles, qui se trouve dans une position malheureuse, sollicite un prompt secours.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

40. 7556. Par pétition datée de Namur, le 23 février 1893,

Le sieur Gaston, à Namur, demande une enquête au sujet du jugement rendu contre lui par le Conseil de guerre de la province de Namur.

DÉCISION : *Renvoi à MM. le Ministre de la Guerre et de la Justice.*

41. 7574. Par pétition datée d'Anvers, le 22 février 1893,

Le sieur Schepens, ancien ouvrier du chemin de fer, à Anvers, réclame l'intervention de la Chambre pour être réintégré dans son emploi.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.*

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.	
42.	7575.	Par pétition datée de Turnhout, le 30 janvier 1893, Le président et le secrétaire du comité de patronage des maisons ouvrières de l'arrondissement de Turnhout proposent des modifications aux articles 10 et 14 de la loi du 9 août 1889. Même pétition du président et du secrétaire du comité de patronage de Courtrai. DÉCISION : *Dépôt sur le bureau pendant la discussion du projet de loi portant modification de l'article* 10 *de la loi du* 9 *août* 1889.
43.	7578.	Par pétition datée de Neder-over-Heembeek, le 23 février 1893, Le sieur Van Engeland, à Neder-over-Heembeek, demande une indemnité pour lui et pour son locataire du chef du préjudice qu'ils ont subi à la suite des inondations récentes de la Senne. Il demande, en outre, la prompte exécution de la loi du 17 juillet 1887. DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*
44.	7580.	Par pétition datée d'Ixelles, le 1er février 1893, Le sieur Bernard, à Ixelles, réclame l'intervention de la Chambre afin d'obtenir la remise du montant des dépenses occasionnées par une procédure intentée à la requête du Procureur général près la Cour d'appel de Bruxelles. DÉCISION : *Renvoi à MM. les Ministres des Finances et de la Justice.*
45.	7581.	Par pétition datée de Ledeberg, le 27 février 1893, Des habitants de Ledeberg réclament la revision de l'arrêté royal du 16 septembre 1891, en ce sens que la taxe d'éclairage soit répartie entre tous les contribuables de la commune. DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*